Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 46 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10*

27 novembre - 4 décembre, 2019

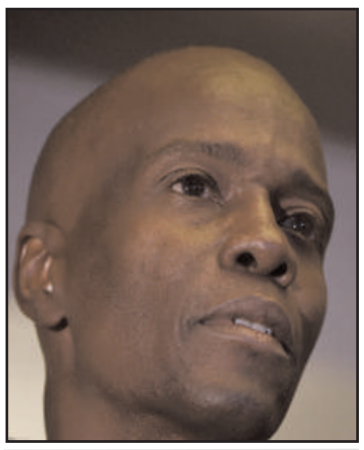
DÉCÈS DE LA BELLE-MÈRE DU PRÉSIDENT D'HAÏTI

La mère de Martine Moïse décédée, Jovenel Moïse inquiet...

La belle-mère du président haïtien n'a pas survécu au voyage qu'elle a effectué par hélicoptère, de Port-de-Paix à Port-au-Prince, où elle a été transportée d'urgence pour recevoir des soins qui n'étaient pas disponibles dans sa ville natale. Selon des proches de la famille présidentielle, Jovenel Moïse sombre dans le désarroi, car la disparition d'Hermantine est porteuse de mauvaise nouvelle.

Tombée gravement malade, à Port-de-Paix, dans la métropole du Nord-Ouest, la belle-mère du président haïtien n'a pu trouver un centre hospitalier pour lui prodiguer les soins que nécessitait sa condition. Il a est décédé à l'l'hôpital Bernard Mevs. On y a constaté que la patiente avait rendu l'âme en cours de route.

Cette mauvaise nouvelle a suscité le mécontentement même au sein des parents de la première famille, dont certains ont sévèrement critiqué le président l'accusant de n'avoir rien fait, durant sa présidence, pour doter Port-de-Paix d'un centre hospitalier digne de ce nom. Pour les mécontents,



Jovenel Moïse, peut-il compter sur Martine ?

la disponibilité d'un hôpital où Hermanante aurait pu trouver des soins immédiatement aurait pu sauver sa vie.

Hermantine s'envole avec le secret

Mambo de son état, Hermantine donnait l'assurance à sa fille et à son gendre qu'un seul cheveu ne tombera de leur tête, pendant qu'elle est vivant, car ils sont tous les deux sous la protection des loas qui éloignent tout mal de leurs personnes. Mais elle faisait comprendre à ses enfants que cette protection durera jusqu'à sa mort. Autant dire, sa disparition met Jovenel à risque. Aussi Martine, mambo également, fait-elle des consultations, estimant qu'elle doit tout faire pour éloigner de son mari le mauvais sort dont il serait vulnérable avec la mort de sa mort.

Dans les milieux proches de la famille présidentielle, on laisse croire que l'équipe de mambos, qui travaille régulièrement avec Martine, y compris son âme damnée, Magalie Habitant, sont déjà mobilisées afin de parvenir à « *neutraliser le mauvais sort* ». Ces mêmes informateurs laissent croire que le couple présidentiel est grandement préoccupé, car ignorant le délai qu'il faut pour « *apprivoiser l'esprit* », si toutefois cela serait possible. Car, dit-on à ce sujet, Martine et ses collègues mambos font savoir : « *il faut absolument l'investir de notre confiance pour qu'il soit en*

Martine Moïse, quelle assurance donner à Jovenl ?

mesure de travailler avec nous ». Par ailleurs, les habitués de ce rite prétendent que Martine Moïse et ses collègues manbos ont encore une autre préoccupation, car n'ayant pas eu le temps de communiquer avec la défunte avant le trépas. Si, par exemple, elle en veut à sa fille pour n'avoir pas fait l'effort nécessaire pour se retrouver à son chevet lorsqu'elle était tombée malade, il y a de fortes chances que le « *transfert* » soit

Suite en page 16

LA CORRUPTION À VISAGE DÉCOUVERT

Le dossier Sogener sera-t-il scandale du siècle ?

Jovenel Moïse, n'a eu aucune garantie de l'ambassadeur`Keli Dawn Knight.

Martine Moïse, encore quelques millions avant de quitter le Palais national.

Par Léo Joseph

Les investisseurs suivent de près ce nouveau cas d'abus de pouvoir

À force de répéter les actes de corruption, depuis qu'il a pris logement, au Palais national, Jovenel Moïse est non seulement devenu un spécialiste dans ce domaine, mais encore il a jugé « *utile* » et « *avantageux* » d'opérer à visière levée. Son offensive contre Sogener atteint un tel niveau de d'indélicatesse qu'elle frise catégoriquement le banditisme. Un tel comportement du

Suite en page 3

La journée culturelle haïtienne célébrée à Jersey City

UNE OCCASION D'HONORER DES LEADERS COMMUNAUTAIRES

L'événement totalement appuyé par le maire Steven Fulop

Les organisateurs et les personnalités honorées avec le personnel de la mairie.

Par Léo Joseph

Le vendredi 15 novembre dernier, la rotonde et la salle de réunion du Conseil municipal de l'Hôtel de ville de Jersey City, la juridiction de l'État du New Jersey la plus proche de Manhattan (New York City), était pavoisée des couleurs haïtiennes. À l'initiative d'Elda Pinchinat, activiste communautaire d'origine haïtienne, le maire Steven Fulop a autorisé l'utilisation de cette salle comme lieu d'accueil de la célébration de la journée culturelle haïtienne, après 5 heures de

Continued on page 9

HAPPENINGS!

In a lawless country, the president orders properties of his political critics seized!

What happened when President Jovenel Moïse declared war on a target of the **System** is a lesson in arbitrariness that should be a wake-up call for those who find themselves at odds with a besieged Head of State, determined to hang on to power at any cost.

(By the way, the ***System*** *supposedly includes those that, Moïse says, "peze souse" the country, the wealthy business owners who suck the country dry of all resources, some of whom having bankrolled his presidential campaign, are still free to benefit from their contraband schemes through customs, especially at the Haitian-Dominican*

Continued on page 7

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 2

OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANVAN 15 DESANM POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.

Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

Al gade nan: nystateofhealth.ny.gov

Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou

nystateofhealth

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 3

LA CORRUPTION À VISAGE DÉCOUVERT
Le dossier Sogener sera-t-il scandale du siècle ?

Suite de la page 1

gouvernement ne manquera pas d'attirer l'attention des investisseurs dont la méfiance a vraiment la tête dure. Ce n'est guère étonnant que les gens respectueux de la démocratie et de la droiture n'hésitent pas à condamner cet acte avec la dernière énergie.

Plus les jours passent, plus Moïse s'enfonce dans l'illégalité et l'arbitraire. Il semble qu'une force invisible le pousse dans cette direction. Il ne peut s'empêcher de commettre un tel acte, car il a hâte de se venger des Vorbe. Comme on l'avait deviné, il semble qu'il ait déjà pris les dispositions pour octroyer le contrat retiré à la Sogener à une autre compagnie à peine créée. C'est la révélation qu'a faite le sénateur Antonio Cheramy.

Dans une interview accordée à M. Cheramy, Martine Moïse, la femme de Jovenel Moïse, aurait fondé une compagnie électrique avec Sheriff Abdalah. Cette dernière, dont l'identité n'est pas encore révélée, serait prête à prendre la relève derrière la Sogener.

Le couple présidentiel semble avoir décidé de s'unir dans une nouvelle association d'affaires avec ler ami et bailleur de fonds Abdallah, qui aurait, apprend-on de sources autorisées, conclu, dans le passé, un marché qui avait réussi Jovenel et Martine Moïse.

On affirme, dans les milieux proches du Palais national, qu'une association clandestine avait été formée au termes de laquelle le Bureau de monétisation des projets d'aide au développement (BMPAD) finançait l'achat de produits pétroliers entre Martine Moïse et Sheriff Abdallah, qui sont revendus sur le marché national, au profit de ces deux associés. Selon toute vraisemblance, le succès avec laquelle le marché construit sur les produits pétroliers avait fonctionné aurait encouragé le président décrié à concocter un tel projet.

Se débarrasser de Sogener pour engager la compagnie d'Abdallah-Martine

Avec les sénateurs aux aguets des activités illicites au niveau des institutions de l'Etat, le couple présidentiel croit devoir trouver d'autres moyens pour continuer à s'enrichir, dans les meilleurs délais. Dans l'entourage de la présidence, tout le monde n'est pas d'accord qu'il s'accroche au pouvoir à coups de gaz lacrymogène et de balles réelles dirigés sur les militants. C'est pourquoi, d'aucuns font croire que Jovenel Moïse s'agite comme un beau diable pour monter toutes sortes de combines qui lui permettent de ramasser rapidement des millions. C'est ce qui explique, dit-on encore, son insistance pour qu'il reste encore quelques mois avant de donner sa démission. Ainsi s'expliquerait la création de cette compagnie d'électricité qu'aurait fondée la première dame et l'homme d'affaires Abdallah. C'est ce qu'a révélé le parlementaire. Selon le parlementaire de l'Ouest, la création de cette société est la cause de l'annulation du contrat de Sogener avec l'Electricité d'Haïti.

Le sénateur Cheramy a critiqué les avocats engagés par le

Shériff Abdallah, fidèle au couple presidentiel jusqu'à la derniere minute.

gouvernement, les accusant de s'être laissé entraîner dans cette aventure qui risque, tout au moins, de terminer l'image du chef de l'Etat déjà mis au banc des accusés par le peuple tout entier qui réclame son départ.

Antonio Cheramy prétend avoir été contacté par M. Moïse, qui lui a demandé de dire à Dimitri Vorbe d'arrêter les manifestants qui se sont mobilisés contre lui. Selon le sénateur, il n'avait pas répondu favorablement à cette demande.

Haïti : Un environnement d'affaires sans garantie

Déjà sur leurs gardes quant à la tentation d'investir en Haïti, les capitalistes ne voulaient pas se laisser séduire par les invitations des dirigeants politiques haïtiens. Aussi, au fort de la propagande de l'équipe Martelly-Lamothe faisant miroiter le slogan « *Haiti Open for Business* », les détenteurs de millions n'avaient pratiquement pas bougé, sauf une poignée de Coréens et de Taïwanais qu'on pourrait qualifier, à juste titre, de « *cascadeurs* », soit des hommes d'affaires preneurs de risque et chercheurs de sensations super fortes. Ces investisseurs ainsi caractérisés se confinent généralement dans la sous-traitance.

Depuis les déboires connus en Haïti, sous Préval et Martelly, par l'homme d'affaire Franck Ciné et sa compagnie de téléphone cellulaire, la Haitel, les grands investisseurs sont restés loin d'Haïti.

Franck Ciné avait été confronté à une situation pareille à celle des Vorbe où les commissaires du gouvernement et les juges, alliés à une série d'individus qui convoitaient ses biens, l'ont dépouillé de tous ses biens. Chose bizarre, Jéhan Colimon, un des avocats de la Haitel, s'était constitué témoin à charge contre M. Ciné. Au bout du compte, il s'était trouvé parmi ceux-là même qui touchaient les loyers des complexes résidentiels de ce dernier saisis arbitrairement par l'Etat.

L'affaire Sogener rappelle étrangement le cas Ciné. Excepté que, dans celui-là, le gouvernement Préval voulait donner l'impression que la justice prenait les décisions en toute indépendance. Alors que les verdicts portaient le sceau du Palais national.

À la faveur de la résiliation du contrat de Sogener, Jovenel Moïse a pratiquement jeté le masque. Plus besoin de se cacher derrière des juges donnant publiquement les décisions que le président dicte lui-même. Les millions volés et/ou détournés aidant, le président décrié, dans le dossier Sogener, achète juges, avocats et commissaires du gouvernement.

De toute évidence, les hommes d'affaires, surtout étrangers, que les autorités ne cessent de faire signe de venir placer leurs capitaux en Haïti, ont toutes les raisons au monde de rester loin des rives d'Haïti. Puisque, pour bien asseoir son entreprise, il faut dépendre des avocats compétents, intègres et indépendants. À la lumière de ce qui se passe avec la société des Vorbe, il y a tout lieu de croire que la Faculté de droit d'Haïti forme des avocats de moins en moins dotés de telles caractéristiques.

En clair, n'était-ce la forte somme d'argent en question, dans l'affaire PetroCaribe, Sogener aurait constitué encore un plus gros.

Haïti Renaitra : Puis tomba le dernier rempart…et le chaos arriva

Par Jean Willer Marius et Jean Jackson Michel

L'artiste de la plume, et pour être contemporain, du clavier, bref pour celui que le métier d'écrire est devoir et plaisir, se délecte d'une chose : Prédire les gens et les choses en suivant leur parcours et leurs comportements. À cet effet, Jean Racine, n'en déplaise à Corneille, a su voir plus clair dans l'âme des hommes; ils sont égoïstes, cupides et déloyaux. Toute bataille engagée avec eux est perdue d'avance, car ils ne savent pas se battre, ils ne savent qu'assurer leurs arrières. Comme ces sophistes, que toute sa vie Socrate combattait, ils disent une chose et son contraire, dépendamment de l'inclinaison des fonds. Car, au final, c'est de cela qu'il s'agit.

Haïti Renaîtra est cette tribune sans maitre, qu'il soit Blanc ou Noir. Non reprise par la presse haïtienne parce qu'elle ne fait pas dans le politiquement correct. Pourtant elle y est suivie religieusement, hélas non en vue de son application, qui ouvrirait la voie à la renaissance d'Haïti. Nos précédentes publications avaient montré la voie pour une sortie de crise au seul bénéfice du peuple haïtien. Nous avions, en effet, proposé, vu qu'il serait impossible dans l'état actuel des choses de trouver un Haïtien qui fasse l'unanimité, un triumvirat, pour remplacer cette équipe pourrie et jeter les bases du premier système social haïtien. Les pseudos leaders haïtiens avaient passé outre, car, dès le départ, il n'a jamais été question de changement de système, qui consisterait à apporter une réelle transformation dans la vie de ces enfants du Bon Dieu qui vivent comme des animaux en Haïti, ce pays de canards; mais de s'assurer que leur progéniture marchera sur l'or pendant des générations encore.

Pour preuve : la lutte menée, le sang versé par le crépitement des balles assassines étatiques, les malades abandonnés sans soins dans des hôpitaux vétustes, la non scolarisation de nos enfants, l'effritement de l'économie haïtienne avec pour conséquence directe et irréversible la disparition pure et simple de la classe moyenne, ces entreprises obligées de fermer leurs portes, ces emplois qui se perdent, ces familles qui se disloquent, le pullulement des gangs armés, le déferlement de nos jeunes sur le trottoir, l'enfer dans nos prisons, cette année 2019 gaspillée à tous les points de vue, se résument à une vulgaire bataille entre petits bourgeois de la place pour le monopole de l'énergie électrique qui doit changer de maître pour mieux tirer profit de la vente du blackout. La décantation est faite, des avocats qui, jadis, s'époumonaient contre ces gens-là, les défendent hardiment, toujours au nom de la loi… La démission de Jovenel Moïse, le filou, est mise en berne, cap vers la formation d'un nouveau gouvernement que, comme un scorpion, il poignardera dans le dos, le 3e lundi du mois de janvier 2020. Les barricades sont enlevées, le dernier rempart tombe et le chaos se précise.

Plus d'un avait vu clair dans leur jeu, avait, en maintes fois, rappelé qu'il nous sera difficile de faire du neuf avec du vieux. Dès le début de la lutte, nous avions appelé de nos vœux à l'émergence d'un leader digne pour mener à bien cette mouvance, à défaut de cette révolution qui se produira, quoi qu'on dise, car elle relève d'une impérieuse nécessité. Le leader se fait encore attendre pendant que le moins mauvais d'entre eux tous se perd dans les méandres d'une coopération sud-sud hors contexte, ou dans les couleurs du bicolore, alors que le peuple a un urgent besoin de vivre, d'exister. Le changement de système n'existe donc que dans les vains discours?

Haïti Renaitra allume une fière chandelle en l'honneur de tous ceux-là qui avaient pris, par leurs écrits, leur micro ou la chaleur du macadam, position contre l'injustice, la dérive et les crimes de ce groupe de politiciens aux couleurs arc-en-ciel. À ceux qui se font complices des bourreaux, sous une neutralité subie, nous leur rappelons que les roitelets du *gandora* n'obtiendraient jamais cette victoire sans la neutralité du géant d'Asie.

Un peuple ne meurt jamais, encore moins un peuple qui a fait l'histoire, mais qui s'est toujours heurté à l'agenda controversé des puissances voisines. La bataille pour le changement de la condition de l'existence est de tout instant et de toutes les époques. Un aveugle verrait clairement l'amoncellement de gros nuages noirs, présages de jours sombres sur Haïti. La machine répressive est activée, elle broiera tous ceux-là qui avaient osé soulever la tête. Le voleur, qui déjà se transforme en monstre, continuera de massacrer son peuple au profit de…

Et parce qu'au-delà de la patrie il y a l'humanité, au-delà de ce chaos qui se dessine, un acteur invincible reprendra son souffle, dans le temps ou hors du temps, fera irruption sur cette table du banquet où il a été toujours exclu, n'étant pas assez digne pour y prendre part, pour réclamer son droit à la vie, à la vérité et au bonheur. Et le chaos se précisera …

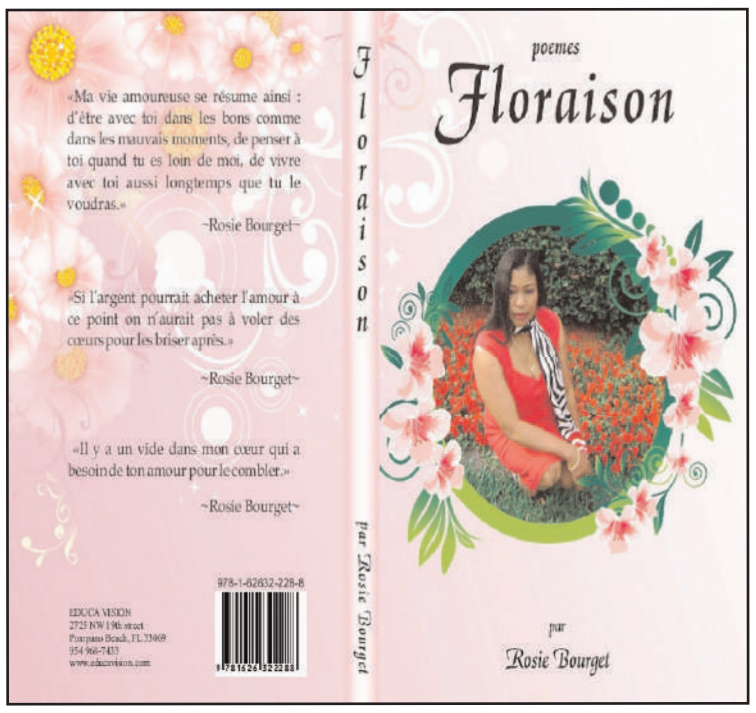
Sauve qui peut !

Novembre 2019

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 4

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

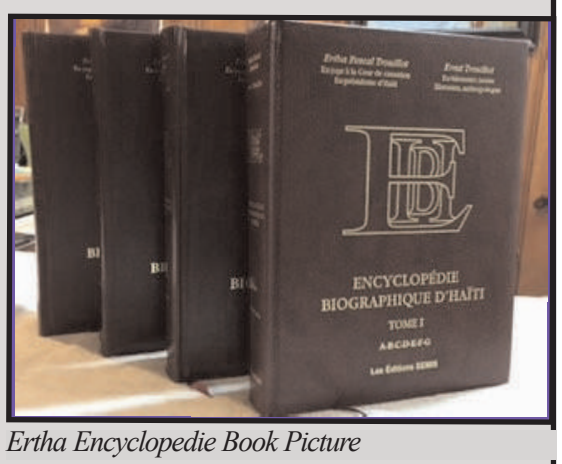
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

A lavèy mwa desanm, pa gen okenn Tonton Nwèl !

Mounn ki kwè gen Tonton Nwèl kòmanse wè bagay yo youn lòt fason, menm anvan 24 desanm rive sou nou. Avèk sitiyasyon lakay ki tèt anba, sanble yo t ap voye Tonton Nwèl devan, menm anvan dat pou l ta rive a. M pa konn sa k pase, men sanble Tonton Nwèl pèdi wout li, paske msye pa janm ateri Pòtoprens jan yo te di a. Ēske se pèdi li pèdi nan wout ? Oubyen yo pa t ba l bon kat ki montre kote Ayiti ye ? Osnon, èske se paske Tonton Nwèl pa vrèman egziste ? Enben, m ap ban nou koze a jan m tande a. Epi nou menm n a entèprete sa jan nou vle. Pran sa k bon epi voye rès la jete.

Vwalatilpa, yo te chwazi youn gwo twonpetis, monte anlè sou fètay kay pou l anonse bon nouvèl. Tout pwoblèm Ayiti te sanse pral rezoud depi mèkredi semèn pase a, nan dat 20 novanm nan. Anbasadè gwo peyi Eta Zini an, ki te pral debake Pòtoprens, soti nan Nouyòk, nan katye jeneral òganizasyon mondyal la, wi, Nasyon Zini ! Li t ap vin ak solisyon kriz Ayiti a, kòm si se tout gwo peyi yo ki te antann yo sou kijan pou tout bagay regle, san konsidere pyès Ayisyen. Blan an frape pye l atè, tout mounn mache ès-ès !

Se te Mesye Gari Pyè-Pòl Chal (Gary Pierre-Paul Charles), gwo twonpetis devan Letènèl, ki te met gwo SCOOP, SCOOP, SCOOP atè ! Li te fè konnen ke gwo desizyon te fin pran. Prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) p ap fè youn pa Kita, youn pa Nago ! Li pral gen youn kabinè fòme ak mounn nan lopozisyon. Li te menm bay non minis yo. Pa gen manti nan sa.

Men gen mounn ki te di se Sen Tonma yo ye, tout tan yo pa wè ak 2 grenn je yo, yo p ap kwè. Menm nan *Ayiti-Obsèvatè,* nou te bay nouvèl la nan *NOUVELLES BRĒVES.* Men mesye Obsèvatè yo gen nen fen. Yo bay nouvèl la, epi yo ajoute youn dènye pawòl:« *Bri sapat !* » Kivedi anyen menm. Gen mounn ki te gen tan pran joure, yo di mesye *Obsèvatè* sa yo toujou ap gate sa. Kòm si se Obsèvatè ki responsab sa k te pral pase a.

Kòm sa te anonse, madanm nan, anbasadè amerikèn nan Nasyon Zini an, debake vre nan Pòtoprens mèkredi 20 novanm nan. Yo rele l *Kelly Dawn Knight Craft.* Premye bagay li fè l al chita ak JoMo pou tande sa l te gen pou di. Apre sa, l al chita ak youn ekip ki soti nan diferan branch opozisyon an. Anvan fè nwa pran l Pòtoprens, li gen tan tounen Eta-Zini. Atansyon pa kapon, avèk « peyi lòk » sa a, ou pa janm konnen kilè ayeowòpò pral lòk tou ! Se rale kò w byen vit. Nou pa ba l tò. Se mèt kò ki veye kò ! Antouka, okenn gouvènman pa monte, pa menm anonse. Men anbasadè *Kelly Craft* bay youn ti rapò pou l met tout bagay oklè.

Nan menm dat 20 novanm nan, Biwo anbasadè amerikèn nan Nasyon Zini mete youn kominike deyò ann angle epi ki tradui an franse, ke yo te lage sou entènèt la. Kòm mwen pa t wè tradiksyon kreyòl, m ap tradui kèk pati nan kominike a pou n wè sa diplomat la di. Li kòmanse : «*Diran reyinyon m te genyen ak Jovnèl Moyiz, ki se prezidan eli demokratikman, li te di byen klè jan li pare pou l travay pou l pote solisyon pou tou sa peyi a bezwen. L ap fè tou sa l konnen pou ekonomi an byen mache pou tout peyi a benefisye e pou Ayiti k a gen youn meyè avni. Epi lè m rankontre ak lòt mounn ki nan politik ak lòt k ap travay nan domèn ekonomik, sa vin ranfòse sa k dwe fèt prese-prese pou n bay enstitisyon ann Ayiti jarèt* ». Kisa ? Bay enstitisyon jarèt ? M te kwè se prezidan an li te vin kore ! Ann pouse pou pi devan.

Epi anbasadè *Kelly Craft* bay opinyon l sou sa l vle di a, Men ni : « *Pou youn gouvènman byen mache fòk li batay kont kòripsyon, fè envestigasyon epi jije, pini mounn ki abize dwa mounn, tankou sa yo ki responsab pou ansasinay Lasalin ak Bèlè yo; fòk li batay seryezman kont trafik dwòg epi trafik mounn tou* », kivedi bann atoufè yo ki vann mounn, sitou jenn fanm yo fòse fè pwostistisyon epi lajan al nan pòch yo.

Anbasadè a kontinye, li di : « *Prezidan Moyiz ak lòt ofisyèl yo, ki eli demokratikman, gen obligasyon pou yo yo fè youn tèt ansanm, bliye tout diferans ki mete yo do-za-do, epi jwenn youn solisyon ki anbrase tout kesyon pou byen pèp ayisyen an. Eta-Zini tou pare pou sipòte youn bagay konsa, e m kite Ayiti avèk espwa ke y ap kapab fè fas a sitiyasyon malouk sa a* ».

Mezanmi, kijan nou entèprete kominike a ? Ēske se vre se « Kat blanch » anbasadè a bay JoMo, jan m tande fanatik prezidan an ap di deyò a ? Osnon, èske se pa youn langaj diplomatik ke Madan *Craft* itilize pou lage kèk verite ki ta dwe di san l pa fwase prezidan Moyiz twòp ? Wi, ou se « *prezidan eli demokratikman* », pa gen dout nan sa. Men èske gouvènman w nan batay kont kòripsyon jan sa dwa ? Ki di kòripsyon di lajan PetwoKaribe a tou, pa vre ? Ki sa w fè nan dosye ansasinay mounn Lasalin, Bèlè e lòt kote tou ? Tout gwo dwògmann ki zanmi w yo, pa bliye Akra ou te fè rantre sot Santo Domingo kote l t al kache apre « *bato sik* » Kolonbi a ki te rantre Ayiti ak kobyen tòn

Ambasadè Etazini nan Nasyon Zini Keli Dawn Nite Kraft.

kokayin, elatriye ! Dosye a toujou louvri nan sistèm lajistis Ozeta-Zini. Nou ka menm ajoute youn lòt zanmi Ekselans lan ki nan prizon federal Ozeta-Zini, Gi Filip (Guy Philippe), ki te fè kanpay demokratik la avè w, bèl foto demokratik ansanm !

Lè diplomat la pale de « *trafik dwòg ak trafik mounn* », li konnen sa l ap pale a, paske gen youn bann asosye prezidan JoMo ki byen fon nan tout move zafè sa yo. Nou sonje *Daniel Evinx,* zanmi tou 2 prezidan yo (JoMo ak Miki), ki mouri mal pou yo te ka fèmen bouch li. Jiskaprezan, yo pa ko detere kadav la kote yo te antere l tou vivan.

Fò n pa bliye ke madanm nan di li te rankontre lòt mounn tou, mounn opozisyon yo. Asireman yo te prepare rapò pou renmèt Madam *Kelly Craft.* Dayè, nou menm li sou entènèt la enfòmasyon ke madanm diplomat la gen a dispozisyon l. San dout, anbasadè amerikèn ann Ayiti a pa janm voye rapò detaye konsa bay Depatman Deta sou tout konbinezon JoMo yo, menm rapò « *La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif* la (CSC/CA) te met deyò a.

Kòm nou konnen, rapò sa a di, menm anvan Jovnèl Moyiz te prete sèman, li te ranje sa, li fè youn konbinezon pou vòlò lajan Leta ak 2 nan konpayi l yo : *Agritrans* ak *Betexs*. Swa dizan ekspè nan repare wout. Epi li te gen youn twazyèm konpayi ki te nan biznis elektrik ak gouvènman an, *Copenher.* Yo tout melanje nan kòb PetwoKaribe a, san yo pa janm fin fè travay pou yo te fè a. San dout,« *enjenyè* » *Jovenel Moïse* te di yo pa okipe yo de sa. Wi, msye vòlò tit *enjenyè a* pou l te swa dizan pete mounn PHTK yo ki te bezwen pretèks pou vide lajan sou li pou kanpay prezidan l nan.

Wi, mezanmi, men gran kiltivatè yo rele « *Nèg Bannann nan* » ak gwo « *Enjenyè Travo Piblik* » ki pa janm pase youn jou lekòl ! Antouka, y ap dekouvri « *prezidan ki eli demokratikman an* ». Epi pandan l prezidan an, lane sa a menm, li kontinye menm metye a, paske menm lè bòs vann zouti l, li pa vann metye l. Gad sa li fè pou l rafle youn lòt san milyon dola (100 000 000,00 $) nan Bank repiblik Ayiti a (BRH), kidonk bank gouvènman an. Li monte youn lòt konpayi sou zosman *Agritrans,* Fwa sa a se SOFIDAI, ki jwenn lajan swa dizan prete a 1 % enterè pou l al prete peyizan a 6 %. Fòk nou konprann ke anbasadè amerikèn nan Nasyon Zini an pa nan tout kòkòday ak JoMo, menm jan ak anbasadè amerikèn ann Ayiti a : *Michele Sison.* Tou sa k di e ki regle nan fè nwa, nan chanm, sou kabann, osnon anba kabann, pral klewonnen sou fetay tout kay. Pawòl Levanjil.

Kidonk, Tonton Nwèl pa t regle anyen ann Ayiti. Kounnye a nou nan menm penpenp la. Epi JoMo ap tann pou l rive sou mwa janvye pou l al taye banda l kòm sèl kòk ki chant nan kalòj Ayiti a. Atò se konsa li pral fè sa anbasadè *Kelly Craft* di alega kijan youn gouvènman serye, youn gouvènman « *onksyonèl* » *dwe* aji ! Se monte youn novo diktati, ki deja ap prepare pwòp lame l. Ann atandan, li gen mèsenè k ap touche milye dola chak semèn pou pwoteje l, jiskaske li ka regle ak pèp la jan l vle. Pi ta pi tris.

Men pou le moman, li prizonnye nan Chann Mas, li pa ka pran okenn chans al okenn lòt kote byen lwen ou menm byen pre, pou l fè sa l dwe fè an tan ke «*président de la République* ». M ap pale de Pon Wouj, la a, piwo Pòtay Sen Jozèf. M ap pale de Machan-Desalin, nan ansyen kapital Anprè Jan-Jak Desalin nan. Epi pi gwo eskandal la, se Vètyè *(Vertières),* jou 18 novanm nan. Li bliye wout tout kote sa yo. L al geri bosko l nan MUPANAH, sou Chann Mas la. Menm premyè dam nan, *Martine,* pa t met pye. Epi JoMo kite se mounn k ap fè pawòl anpil, di *Martine* kite sa.

Antouka, mwen ban nou l jan l ye a. Se donmaj pou mounn ki kwè nan Tonton Nwèl toujou. Pa t gen Tonton Nwèl 20 novanm. P ap gen Tonton Nwèl 24 desanm, si nou rive sou dat la san gwo briganday pa pete. Petèt li pral vin an janvye, lè youn gouvènman serye, gouvènman demokratik ak youn ti apranti diktatè konprann li pral fè e defè jan lide l di. E si olye de Tonton bab blanch lan ak rechany wouj li sou li, li konstate ke se Ogoun Feray ki debake sou li ! Jan yo di pawòl la : « *Ā peine si les plus justes seront sauvés* ».

Grenn Pwonmennen, 27 novanm 2019

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

HAPPENINGS!

Continued from page 1

border, depriving the State of nearly $450 million a year, according a Congressional report.)

On November 4, the president's attorneys accused *Sogener,* one of the three private electrical companies that sell energy to the State, of owing $123 million to the government for overbilling the State over the years. The company was summoned to pay within 48 hours. Whereupon, two days later, *Sogener* had its lawyer issue its own summons asking payment, within 48 hours also, of $202.7 million of unpaid bills by several ministries and government agencies, including the Ministry of Economy and Finance, Public Works and Communications, the Bank of the Republic of Haiti (BRH,) the government's Power Authority or Électricité d'Haïti (EDH) and the Directorate General of Taxes (DGI), equivalent to the IRS in the U.S.

Time ran out without any payment from *Sogener.* A week later, on November 8, the government issued a summons for several officials of *Sogener* as well as some former government officials to appear in court on Thursday, November 21 to answer to several charges, including corruption and defrauding the State. Interestingly, the government refers to a law against corruption enacted in 2014, during the presidency of Michel Martelly, who handpicked Jovenel Moïse for president. How can Mr. Moïse mention corruption by someone else while he is implicated in the largest corruption case in the history of Haiti, the PetroCaribe heist? Moreover, he has done everything to thwart any PetroCaribe trial. Under his administration, corruption and impunity go hand in hand.

Most of those who were summoned to appear in court on November 21 failed to appear, their lawyers mentioning certain technicalities for their non-appearance. As for Daniel Dorsainvil, the former Finance Minister in the government of the late President René Préval, he said he was abroad for health reasons, and asked for adjournment until next Wednesday, December 4. For the record, here is the list of those that were summoned in court and who could have landed in jail: Reginald Vorbe Jr., Jean-Marie Vorbe, Dimitri Vorbe, Roger Lefèvre, Elizabeth Débrosse, Frantz Vérella, Serge Raphaël, Daniel Dorsainvil –"and other accomplices yet to be identified," according to the summons. We will point out that Elizabeth Débrosse is the widow of President René Préval, under whose administration the *Sogener* contract was signed. She is also on the company's board.

Moving with unusual speed, on Friday (November 22), the government got a judge to sign documents allowing the State to seize the properties where *Sogener's* equipment are lodged. While those properties do belong to *Electricité d'Haïti* (EDH), they were contracted out to *Sogener* at the time the government signed the agreement with the private electricity provider. In any law-abiding country, such action must be settled in court, especially since the government first brought the matter to court.

However, the government, meaning President Moïse, is showing that he depends on muscle to act, the courts be damned. For, if there are claims outstanding against *Sogener* and the latter presented counterclaims, the court should have had the opportunity to hear the arguments of both sides, with proof to back up their demands. Jovenel Moïse has shown that under his evolving democracy, not to say *demoncracy,* "**might is right**." He has the guns and State authority in his corner; he needs not wait for any court proceedings to render himself justice. After all, he had declared that he was forced to name 50 corrupt judges to the bench. *(President Jovenel Moïse's public speech in Paris, France, December 12, 2017.)*

The current case is a foretaste of what is in store for Haiti on a grand scale, come January. On the second Monday of January, the mandate of all 118 members of Haiti's Lower House will elapse, as well as that of two thirds of the 30 in the Senate. Without quorum, the Senate will not have any sway over the president. As if, it has any now! Anyway, the dictatorial colors of President Moïse now in the budding stage will be in full bloom. Then, he will be ruling by decree, beholden only to himself.

One wonders whether that might have crossed the mind of the U.S. ambassador to the United Nations who went on mission to Haiti last Wednesday (November 20,) in a move by the Trump administration to find a solution to the 16-month crisis that has brought Haiti to a grinding halt. In a statement issued that same November 20 by the UN office of Ambassador Kelly Dawn Knight Craft, the following is said that on meeting with President Moïse, the "*democratically elected president, he made clear his commitment to addressing Haiti's urgent needs, promoting economic prosperity, and building a better future for all Haitians.*"

She went on, "*My engagement with other political and economic stakeholders reinforced the urgent need to support Haiti's state institutions.*" She added: "*A fully functioning government must fight corruption, investigate and prosecute human rights abusers, including those responsible for the La Saline and Bel Air killings, and combat narcotics and human trafficking.*"

Are the characteristics mentioned above and the tasks required of an "*a fully functioning government*" to be found in a one-man government functioning as a dictatorial apprentice, no less? That is what is in store for Haiti and its citizens, the overwhelming majority of whom have expressed their sentiments: Jovenel Moïse is unfit to lead the nation.

The salvation of Haiti, with a corrupt and criminal "*democratically elected*" President Jovenel Moïse is not in the cards. All those enabling him to continue on his destructive path are as guilty as he is. In addition, not to forget that there is something called *karma!*

*** On Monday (Nov. 25) the mobilization Continues**

On the heels of the visit to Haiti of the U.S. ambassador to the United Nations, Kelly Dawn Knight Craft, last Wednesday, the country began Monday on a general mobilization mood in the campaign to force Jovenel Moïse from power.

In alphabetical order, here is what was reported as happening in various cities on Monday:

***Arcahaie, the birthplace of the Haitian flag, on National Route #1,** woke up to the sound of heavy firearms and the main road blocked. Some men in uniform of BOID, a specialized unit of the Haitian National Police (HNP) were observed as they tried to clear the highway, which was blocked with heavy boulders and other materials.

***In Cabaret, about five (5) miles down the road toward Port-au-Prince**, the capital, and several big trailers were parked in the middle of Route #1, which leads to various beach hotels, all closed because of violent activities in the area, which has lost its allure for tourists.

***Cap-Haitian, the northern metropolis that is Haiti's second largest city**, woke up in a tense mood, with barricades blocking off several streets and tires burning. In the afternoon, demonstrators took to the streets, yelling, "Down with Jovenel!"

***Gonaïves, the city where independence was proclaimed on January 1, 1804**, was paralyzed early in the day, with commercial establishments closed and few public transport vehicles on the streets. Government offices were also closed. Demonstrators were massing in several neighborhoods, such as Raboteau and *"Plas Boutèy"* (Bottle Plaza in Creole), for a march downtown.

*Mirebalais woke up all barricaded and tires burning. All government offices were closed. Fire was burning in front the few branches of Sogebank in the city. By 11 am, the demonstrators were out in the streets, yelling, "Down with Jovenel!" A militant was reportedly gunned down by unidentified individuals in the service of the government. Mirebalais, in Haiti's highlands, is the capital of the Central Department, adjacent to the Dominican Republic. That is where various branches of the opposition had met in October to push for unity of action in the fight to oust President Moïse.

***St. Marc, not far from Arcahaie, on National Route 1,** also woke up very tense, with tires burning and heavy vehicles blocking the main artery. All government offices were closed and demonstrators took to the streets by noon, with the same anti-Jovenel slogans.

As it is, the northern and Haiti's central communities, which usually set the tone for opposition to the central government in Port-au-Prince, are at it again. Thus, mobilization on Monday, marking the 11th week of demonstrations against Jovenel Moïse, does not augur well for Haiti.

***Security Alert. On Monday (November 25), the U.S. Embassy in the Haitian capital i**ssued an alert covering three U.S. establishments in Port-au-Prince, and called for increased security by the Haitian National Police. According to the Embassy's statement, *"an individual made a threat on a privately-owned radio station against the U.S. Embassy, Union School and La Couronne (Coca-Cola)."* To be noted, most children of American parents working or living in Greater Port-au-Prince attend the reputable Union School, where some children of elite Haitian families also go. As for *La Couronne,* previously owned by a Haitian family, it is now a subsidiary of Coca-Cola.

As usual, the Embassy statement mentioned "Actions to take," such as to *"avoid [those] area[s,] avoid demonstrations and any large gathering of people."* Lastly, *"Do not attempt to drive through roadblocks, and if you encounter a roadblock, turn around and get to a safe area."*

Meanwhile, a message on a blog sent to HO, signed "Jean Gustave Olibrice, Esq. and politologue," asserts that the "individual" mentioned by the Embassy is Arnel Bélizaire, a radical activist, who is always heavily armed. Formerly a "deputy" (Congressman), he publicly declared on several stations that he has distributed heavy weapons to the gangs in the slum neighborhoods to force out Jovenel Moïse.

***A French couple gunned down in Port-au-Prince on Sunday (November 24),** adding to the bad press about the country. *Le Parisien* announced Monday (November 25) that the couple went to Haiti to adopt a child and were gunned down Sunday in front of their hotel in the Delmas neighborhood of the capital. The French daily attributed the information to a press spokesperson at the French Embassy in Port-au-Prince, who said this apparently happened following a robbery attempt gone wrong.

The couple, a man, 44 years old, and a woman 41, were approved for adoption in Haiti in 2013 and reconfirmed in 2018, said *Le Parisien,* which added that they had arrived by air that day in Port-au-Prince and were driven to their hotel by a taxi provided by the French Adoption Association (French acronym AFA). According to *Le Parisien,* they had followed all instructions, were visiting Haiti for the first time, and planned to adopt not one, but two children.

Such publicity only takes Haiti down one more step to the abyss. Concluding the reportage, *Le Parisien* stated, *"On its website, the Ministry of Foreign Affairs recommends to 'adjourn all trip to Haiti until further notice.'" It further states that the whole country is off limits, except for "imperative reason."*

***Another French publication, Fracnce24.com, blames Washington** for what is happening in Haiti. Consider this headline appearing on November 21: *"Crisis in Haiti: 'Keeping Jovenel Moïse in power is only due to the support of Washington.'"* Read on, *"While Haiti is getting deeper into the crisis, President Jovenel Moïse grips unto power with the support of the United States. However, American diplomacy could evolve about this dossier, [because] the American ambassador to the UN was sent [to Haiti], Wednesday, to meet the president and the demonstrators."* Not the demonstrators, but some leaders of the opposition.

Other than this *faux pas* about the ambassador meeting with the demonstrators, the author does grasp what is happening. *"For more than a year, the people have demanded the resignation of President Jovenel Moïse. . . . Initially, their anger was against the lack of fuel and it has grown because of high cost [of everything] until they can't take it no more, whatnot with scandals of corruption implicating high government officials. All sectors of the economy and public service have been brought to a standstill for more than two months, while the demonstrations often turn to riot."*

In addition, the other part: *"As for the Haitian president, he grips unto power, keeps mum most of the time and is hardly seen in public. The last example of this is the minimum he did about commemorating the battle of Vertières on November 18 – in Port-au-Prince."* As was reported last week, on November 18, marking the last battle at Vertières. To defeat the French enslavers, President Moïse failed to follow tradition and go to Vertières, near Cap-Haitian, to place a wreath of flower at the base of the flagpole.

France 24 has presented a long analysis, with solid facts to back up the author's assertions. In conclusion, Jacques Nessi, well-known commentator, is called upon to explain his point of view on the visit of Ambassador Kelly Craft to Port-au-Prince last week. *"What role can the United States play in the Haitian crisis?"*

His answer: *"In fact, all depends on the United States. Since 1915, all Haitian presidents have the backing of the Americans. Maintaining Jovenel Moïse in power only depends on the support of Washington. The United States is grateful for the Haitian president's vote in January 2019, at the summit of the Organization of American States (OAS), against Nicolas Maduro's government in Venezuela, said to be illegitimate. Moreover, the United States always wants to have access to part of Haitian territory which is rich in mining resources that will benefit the U.S."*

Nothing else to add.

RAJ, November 27, 2019

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 8

BESTCARE UNISEX BEAUTY SALON INC.

SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523
MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

SI
PWOPRIYETÈ
KAY OU A DI:

Mwen bezwen twa mwa depo sekirite anvan ou antre nan kay la.

DI YO
LALWA
A DI:

Depo sekirite yo ka montan lwaye yon mwa sèlman.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo koro lokatè yo epi ranfòse relasyon lokatè-pwopriyetè yo. Aprann plis nan nyc.gov/tenantprotection.

#RentersRights (#DwaLokatèyo)

NYC
Mayor's Office to Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 9

La journée culturelle haïtienne célébrée à Jersey City

UNE OCCASION D'HONORER DES LEADERS COMMUNAUTAIRES

L'événement totalement appuyé par le maire Steven Fulop

Suite de la page 1

l'après-midi. À partir de 6 heures, allait se commencer le programme de la soirée mettant en vedettes des personnalités haïtiennes ou d'origine haïtienne retraçant des faits historiques et

Dr Fritz Fils-Aimé, un des personnalités honorées, et l'ex-maire Joseph K. Champagne.

culturels d'Haïti ou liés au pays d'origine.

Cette célébration, placée sous le thème « Our Heroes, Past and Present, Welcome to Haiti » (Nos héros passés et présents, bienvenue en Haïti), résulte d'une résolution passée par le maire Fulop proclamant la date du 15 novembre 2019 « *Jour culturel d'Haïti à Jersey City* », dont acte signé et sur lequel est apposé le sceau de la municipalité. De ce fait, il recommande à tous les résidents de la ville « *de marquer cette date par des cérémonies et des festivités appropriées* ».

C'est donc dans le cadre des activités prévues à cette occasion que quatre personnalités haïtiennes, qui se sont signalées par leurs engagements, ont été honorées. Non seulement le maire Fulop a mis son personnel à la disposition des organisateurs, en vue de la préparation de cette célébration, mais aussi il a autorisé la participation de ses employés à tous les niveaux de cette soirée exceptionnelle.

Après environ une trentaine de minutes de retard, Dr Rosie Payoute, directrice des ressources humaines, au Jersey City Superior Court House, dans le rôle de maîtresse de cérémonie, a annoncé l'ouverture de la fête, passant sans tarder à l'invocation, suivie de l'hymne national des Etats-Unis (the Star Spangled Banner), puis de celui d'Haïti (La Dessalinienne).

Avant d'accorder la parole à Natacha Charlemagne, la première intervenante de la soirée, Dr Payoute a communiqué à l'assistance la salutation du maire Fulop, tout en présentant, en son nom, ses excuses pour son absence, sa présence ayant été réclamée à une urgence ailleurs. Après quelques propos par lesquels elle a donné une vue d'ensemble de la signification de cette célébration, Mme Payoute a accordé la parole à la première intervenante.

Invitée par la maîtresse de cérémonie, Mme Champagne a fourni un luxe de détails sur la culture haïtienne, faisant courir de l'eau à la bouche des invités par les mets qu'elle a décrits, en sus de l'humeur de divertissement qu'elle a suscitée par les musiques haïtiennes évoquées; aussi bien que les plaisirs communiqués en évoquant les œuvres picturales et artisanales des artistes haïtiens. Si telle était sa mission, Natacha Charlemagne a bien réussi à vendre la culture haïtienne à l'assistance.

Conseillère financière, Vanessa Bouchereau est appelée à

Euneek Kébreau lors de sa prestation.

son tour sur le podium. D'entrée de jeu, personne n'avait aucun doute quant à son objectif : faire le point sur la bataille de Vertières, celle qui scella la défaite de l'Armée française, la plus puissante d'Europe à l'époque et avec elle l'indépendance d'Haïti et l'abolition de l'esclavage. Mme Bouchereau s'est tardée surtout à faire l'exposé de l'épopée de cette bataille, par rapport au fait d'arme de François Capois, dit La Mort, qui se redressa et brandit son sabre en criant « *En avant !* », après que son cheval eut été renversé par un boulet lancé par les canonniers français. Voilà pourquoi, dit Mme Bouchereau, la date du 18 novembre est désigné « *Jour de l'Armée* » en Haïti. À coup sûr, ceux qui ont entendu ces faits historiques, tels qu'ils ont été exposés par Vanessa Bouchereau, ne manqueront pas de saisir la portée historique de cet événement et le génie militaire affiché par les esclaves guerriers.

À son tour, Marie Samedi, une des victimes des incendies suspects qui déciment les maisons des Haïtiens vivant dans les

Suite en page 15

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'expropriation de Sogener alimentée par l'avidité et le mépris de la loi

Dans le conflit opposant l'État haïtien à la firme distributrice du courant électrique à l'Électricité d'Haïti (EdH), la Sogener, Jovenel Moïse montre que la justice haïtienne est même trop efficace, quand il veut régler des comptes. Avec cette différence qu'il n'est pas réellement motivé par le souci de défendre les intérêts supérieurs du peuple haïtien, tel qu'il a prêté serment de le faire. Il a fait lancer une action arbitraire telle qu'aucune autorité n'y avait recours auparavant, en vertu d'un conflit alimenté par l'avidité et le mépris de l'impérieuse obligation de respecter les procédures et la forme établies par la loi et la Constitution.

Par sa décision de sévir par la force contre cette société, en passant outre aux lois et procédures consacrées dans les faits, il ne fait que confirmer les actes de mépris de la Constitution et des lois du pays qu'il a affichés aux cours des 33 mois de sa gestion de la chose publique. Ayant prêté serment alors qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, il n'a cessé d'accumuler d'autres violations, à commencer par celles relatives à la passation des marchés. Puisqu'il a totalement ignoré les protocoles par rapport à la signature des contrats avec des firmes privées dont les propriétaires sont ses bailleurs de fonds ou ses amis personnels, se contentant, de préférence, de les passer de gré à gré, sans aucune autre forme de procès.

En effet, la résiliation du contrat avec la Sogener intervient à un moment où la politique de M. Moïse a enfoncé le pays dans la crise socioéconomique dans laquelle il se débat sans qu'aucune issue ne se profile à l'horizon. Au point qu'il ne lui reste plus de possibilité de signer de nouveaux contrats susceptibles de générer de juteuses commissions pour lui et son entourage. La saisie des installations de l'EdH octroyées en bail à la société des Vorbe offre une nouvelle opportunité de négocier un nouveau contrat. Mais même si les conditions s'y prêtaient, il n'aurait jamais souhaité le faire avec Sogener. Car, vu l'atmosphère de contestation qui sévit présentement dans le pays, les patrons de cette compagnie n'accepteraient pas de signer un accord dans des conditions favorables à la pratique de la surfacturation, comme cela a cours à l'ère PHTK.

Il y a fort à parier que les nouveaux fournisseurs d'électricité à l'EdH s'appelleront Bidgio, ou Deeb, Abdallah ou Acra, Barreau ou Coles, ou encore un de ces hommes d'affaires qui ne jurent que par son maintien au pouvoir. Sinon le contrat d'achat du courant électrique sera accordé à un consortium formé des entreprises de ces derniers. On ne devrait pas s'étonner qu'un tel arrangement a été déjà conclu avant même que n'aient éclaté les démêlés de Jovenel Moïse avec la Sogener.

Par cette décision arbitraire, Moïse joue à la roulette russe avec l'approvisionnement du pays en électricité. Il y a tout lieu de croire qu'il s'est lancé dans une aventure dont l'issue pourrait se révéler funeste. Pour plusieurs raisons. D'abord, l'essoufflement apparent de la mobilisation ne se traduit pas encore en défaite de l'opposition. Puisque, malgré l'effort déployé par lui à l'aide des policiers qui continuent d'observer ses mots d'ordre de réprimer les militants, les barricades ne sont pas complètement démantelées. Autrement dit, l'asphyxie da la capitale, en raison du blocage des voies d'accès des neuf départements, ne montre aucun signe de s'arrêter.

D'autre part, il faut se demander pendant combien de temps Jovenel Moïse, qui a pourtant le monopole de la force, peut-il continuer à limiter ses déplacements à la capitale où il se trouve confiné, étant forcé de sortir de là où il se terre à des heures indues. Il persiste à dire que, élu pour cinq ans, il ne quittera pas le pouvoir avant la fin de son mandat. Mais peut-il passer plus de deux ans encore à jouer au chat et à la souris avec l'opposition ? Après tout, il lui incombe la responsabilité de diriger le pays. C'est donc sur lui que tombe le blâme des carences constatées.

Certes, la mobilisation générale décrétée depuis bientôt onze semaines a provoqué la pénurie partout à la capitale. Mais le manque de produits alimentaires et de biens de consommation en général fait défaut dans toutes les couches sociales. Il y avait déjà manque d'eau potable, de carburant pour la cuisson. De même que d'essence, qui a, d'ailleurs, provoqué le blackout ayant précipité le conflit État haïtien-Sogener. Mais il faut également signaler les écoles qui ne peuvent pas fonctionner; les entreprises dont les portes sont restées fermées depuis quasiment trois mois. Donc des employés qui n'ont pas touché depuis ces trois mois, ou presque, qui n'ont pas vu un chèque de paie durant tout ce temps.

Voilà un immense scandale dont tout le peuple subit les conséquences désastreuses. Indiscutablement, les millions de victimes de cette situation ne vont pas oublier qui en est coupable. Il faut alors se demander pendant combien de temps encore ils vont accepter de subir le poids de toutes ces privations. Jovenel Moïse se trompe lamentablement s'il pense que le peuple haïtien, qui demande sa démission, à cor et à cri, se résignera à le tolérer au Palais national pour le reste de son quinquennat légal, mais désormais rendu nul et non avenu. Avec la détermination qui caractérise les protestataires dans les rues de la capitale et des villes de province, ainsi que les gardiens des barricades, sur les routes nationales et dans les rues de nos villes, personne ne peut prévoir comment va finir la crise, quel sera le sort ultime d'un président dont le mandat est révoqué directement par le peuple.

En clair, le président, qui persiste à jouir d'une procuration invalidée se trouve engagé dans une course contre la montre. Les mesures dont il décide, dictées par l'extrême urgence qui caractérise sa condition, portent en elles l'essence même de sa défaite. Surtout quand il se croit autorisé à changer l'autorité qui lui est ôtée en pouvoir monarchique. Car c'est bien de quoi il s'agit avec la saisie de force de l'usine de l'EdH, à Varreux.

Indéniablement, avec le conflit qu'il a ouvert avec la Sogener, Jovenel Moïse se retrouve en terrain inconnu. Il ne peut guère prévoir où il va aboutir, surtout qu'il n'existe aucune loi pour gérer l'action qu'il a lancée. Ayant décidé de sombrer dans l'arbitraire, alors qu'il ne détient plus aucun mandat du peuple, il risque de recevoir l'arbitraire en partage, le prix de l'avidité et du mépris de la loi.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Foldhelbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:51 AM Page 11

EDITORIAL

Sogener's expropriation fueled by greed and disregard for the law

In the conflict between the Haitian State and the firm that distributes electricity to *Électricité d'Haïti* (EdH), Sogener, Jovenel Moïse shows that Haitian justice is even too efficient when needed to settle scores. Except that the whole affair is not motivated by any concern to defend the interests of the Haitian people, as required by the oath of office taken. The arbitrariness of the action defies understanding. No other president had previously resorted to such blatant action. Indeed, the conflict is fueled by greed and contempt for the procedures and the form established by law and the Constitution to settle disputes.

In deciding to use force against Sogener, the president tramples on the laws and the procedures enshrined in practice. He acts as if he alone has the authority to decide what is right and wrong. His latest action merely confirms the contempt for the Constitution and the laws that the president has displayed during the 33 months of his management of public affairs. Having been sworn in office while under an indictment for money laundering, Mr. Moïse has continued in accumulating other violations, starting with those relating to procurement. He's paid no attention to established protocols for signing contracts with private firms whose owners are his financial backers or his personal friends. His preference is to discard the legal bidding process and work out things by mutual agreement, transparency be damned.

Indeed, the termination of the contract with Sogener comes at a time when Mr. Moïse's policy has pushed the country into the current socio-economic crisis with no perceived solution in sight. So much so, that he no longer has any possibility of signing new contracts that could generate lucrative commissions for him and his entourage. Thus, the seizure of the EdH facilities leased to the Vorbe society offers a new opportunity to negotiate a new contract. Even if the conditions were right, he wouldn't have wanted to sign a new contract with Sogener. Considering the current atmosphere of protest throughout the country, Sogener's bosses wouldn't have agreed to sign an agreement under conditions that would encourage overbilling, as is the case in the PHTK era. For, the practice of overbilling allows corruption to flourish, as the extra money is shared with the political leadership!

As things stand, the likely new electricity supplier to EdH will be called Bidgio, Deeb, Abdallah, Acra, Barreau or Coles, or one of those business people who swear by Moïse's continued stay in power. In another scenario, the electricity contract could be granted to a consortium formed by the companies of those mentioned above. We would not be surprised if such an arrangement were not concluded even before Jovenel Moïse's disputes with Sogener broke out.

By this arbitrary decision, Moïse is playing Russian roulette with the country's supply of electricity. We believe he's embarked in an adventure that could prove fatal, and for several reasons. First, the apparent exhaustion of the mobilization against him does not mean the defeat of the opposition, as he thinks. Despite his orders to those in the police, backed up by mercenaries, to repress the militants, the barricades are not completely dismantled. Obviously, the asphyxiation of the capital, due to the blocking of the access roads from the nine departments shows no sign of relief.

On the other hand, despite all the monopoly he has on force, how long can Jovenel Moïse continue to limit his movements within the capital where he is confined? How long can he play this cat-and-mouse game, having to leave his hiding place at undue hours? He persists in saying that, elected for five years; he will not leave power before the end of his term. However, can he spend more than two more years playing the same game with the opposition? After all, it's his responsibility to lead the country.

Thus, all the deficiencies observed fall on him. Admittedly, the general mobilization, decreed some eleven weeks ago, has caused shortages everywhere in the capital. All social strata suffer from the lack of food and consumer goods in general. The lack of drinking water and cooking fuel has worsened. The same can be said for the penury of gasoline, which in the first place, caused the blackout that precipitated the Haiti State-Sogener conflict. Consider that schools haven't opened during the nearly three months of the "country lock" movement. And the companies which haven't operated for as long. So, employees haven't seen a paycheck for months.

It's a huge scandal with disastrous consequences felt by almost everyone! Undoubtedly, the millions of victims of this situation won't forget who is responsible for the mess. Which begs the question: How much longer will they accept the burden of all these deprivations? Jovenel Moïse is counting on the Haitian people forgetting their initial demand for his resignation and accept tolerating him at the National Palace for the rest of his legal five-year term. We believe him wrong.

Considering the determination that characterizes the protesters on the streets of the capital and of other cities, and observing the guards manning the barricades on national roads as well as in city streets, no one can predict the outcome of the crisis! And what will be the ultimate fate of the president whose mandate has been revoked directly by the people?

In other words, the president, persisting in enjoying a voided power of attorney, is in a race against time. The measures he decides on, dictated by the extreme urgency of his condition, carry within them the very essence of his defeat. Especially when he believes that he's authorized to change the game by transforming the authority taken away from him into monarchical power. Because that's what the seizure of the EdH establishment at Varreux is all about.

Undeniably, with the conflict he has opened with Sogener, Jovenel Moïse finds himself in unchartered territory. He can hardly predict how it all will end up. Especially since there is no law to manage the action he has launched. Having decided to embrace arbitrariness, when he's been stripped of his mandate by the people, Moïse risks getting back a big dosage of his arbitrariness, for there's a price to pay for unbridled greed and contempt for the law!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:52 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Sortir de la crise en Haïti par Charles Henry Baker comme Premier ministre avant tout

OU PRÉDICAT HOMÉLIE ET LENDEMAIN : APRÈS UN 18 NOVEMBRE 2019

Par Dan Albertini

Entre (), imaginons l'instant du politico Yves-François Blanchet du Bloc Québécois toléré, PM canadien. Pronunciamiento le lendemain, le Canada n'existerait plus. Couard, il aurait frappé Ottawa, laissant les clés sur le parvis, serait parti dans un Québec où il serait minoritaire et sans effet puisqu'il existerait un gouvernement provincial et des Canadiens au Québec. Il faut comprendre les crises, mais surtout le choix de la crise et le ***Bloc Q,*** *parti fermé. Fermons ().*

Il y a de cela un an soit le 23 *octobre* 2018, j'ai publié Prédicat Homélie et lendemain : un 18 octobre 2018 en Haïti. Est-ce qu'il y a lieu d'un constat aujourd'hui : ne plus répéter l'erreur par l'espoir du hasard qui ne fait que trop tarder, aussi faut-il agir pour sortir du *faux et de là où le voisin RDéen nous classe pour se cacher de Leonel Fernandez.* C'est le besoin d'appréhender le pourquoi de **Charles-Henri Jean-Marie BAKER**, *premier ministre* pour sortir de la crise. Si (1+1) = (2), peu importe l'inversion des (*un*), quand le résultat produit est (2), on est dans la formule. C'est de loin la meilleure formule négociée qui puisse nous sortir au-delà de la crise avec un élément neutre qui garantit la transition vers les élections réellement libre et honnête. Après tous ces essais qui nous enseignent : **prudence** !

Posons alors et d'abord la question suivante : depuis l'amarrage de la crise après le 19 juin 2019, de l'action des quatre sénateurs qui ont cru fermer le Sénat, et dûment permanent, donc le Parlement, un sénateur, un parlementaire a-t-il encaissé un seul chèque libellé en son nom, sans y avoir travaillé pour cet effet ? Si oui, c'est que le Parlement existe, c'est qu'il y a une législature en cours. Toute autre considération rentre dans la notion du crime et du vol de deniers publics. C'est la notion du contrat, s'il y a rupture des baux, la rémunération cesse.

La simulation est très audacieuse, dira-ton chez le critique en tout genre, reconnaîtra-t-il en outre, qu'elle est décemment désintéressée dans la République où je vois loyal et concerné au même titre que chaque citoyen. C'est la République officielle légale qui existe là face à cette *Avalanche diplomatique prévisible* *que je prédisais en fonction de républiques et d'égo que proposaient les élections générales de 2016. J'ai même navigué plus loin en matière de prévoyance, non pas que je suis politicien accroc d'exercice, comme l'ancien colonel Himmler Rébu, par exemple, mais Esquisse de solution à l'avalanche diplomatique 2016 - en Haïti parle à mon crédit (ma chronique), dans Haïti d'après l'Apocalypse de la légende de Baron Jovenel, le 9 novembre suivant ce 18 octobre 2019 cité en amont. Je me jette ainsi dans la marre.*

J'ai commencé à présenter ma formule dans ce pays hautement symbolique qui fait appel au sens du patrimoine de l'humanité comme valeur et standard de 1804. Elle est de sept têtes dans la proportion adaptée à leur spécificité ou valeur intrinsèque enrobée de la *matrice crânienne* d'une femme. Elle renferme l'élément *Chalito* (Charles Henry Baker). Il

Charles Henry Baker.

faudra voir en conséquence l'article sur cette partie inconnue qui émerge de noms connus dans un pays méconnu, publié en thématique de (7) sur l'édition d'International Diplomat, France.

Au chapitre des excuses, je me rends. Petit, tel que je suis pardevant les forces naturelles qui diligentent les révolutions et leurs adjectifs comme leurs compléments. Mais, grand dans mes ambitions pour mon pays de naissance, grand dans les projections pour son développement global, grand dans les actions nécessaires qui permettent de sortir par exemple d'une telle crise afin de retrouver le bonheur qui fait dire de nous Haïtien un peuple guerrier accueillant.

Je veux réintroduire ici un extrait du titre évoqué qui ramène à la source de juin 2011. *Ceci n'est pas sans rappeler un prédicat : Haïti nouvelle le temps d'entamer le processus de réconciliation nationale (R-hem.ca/ 15/06/2011).* Je précise alors le dernier thème : la réconciliation est plus qu'un besoin hypothétique. Il s'agit aujourd'hui, plus que de se parler, mais de poser des jalons indestructibles afin de protéger la paix qui en résultera du pacte. La simulation de notre observatoire propose *Chalito* Baker (PM), premier sur la ligne d'arrivée de cette compétition qui fait appel à des vainqueurs comme rendez-vous. Car, la MINUSTAH a échoué il faut le reconnaître. Et, les représentants républicains ne sont pas un modèle à suivre, ils violent l'espace de protection garantie par la Constitution aux **É. U.** hélas l'Institut Républicain qui en fait *épilogue* à tort et à travers l'éthique démocratique du conseil politico.

Ma plaidoirie est simple, mais pas simpliste. *Elle se base sur des faits. D'une part ceux qui ont échoué, et d'autre part ceux qui n'ont encore eu l'occasion. Je ne propose pas un éclectisme Chalito Baker (nom de code « Charly bravo », dixit Jean-Pierre Bailly) comme unique moyen, non. Dieu seul sait que nous en avons, des ressources tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. L'exclusivisme dans ce pays de prières et de loas est seulement chrétien dans sa divinité puisque dans le Vaudou haïtien, la parèdre des dieux tutélaires et bienfaiteurs est une légion aux apparences multiples. Nous avions tant de prêtres et maintenant des prophètes qui ne sont même pas de malheur tant leur prédicat ne fonctionne pas pour notre économie. Ma plaidoirie est donc républicaine puisque c'est la Constitution en vigueur. Le prêchi-prêcha du 18 nov., promis de me André Michel est sûrement dans l'ordre ancien des 12H71 c'est-à-dire quand l'Etat ne paye pas ses enseignants le (30) du mois après 2½ mois, on est le 75. Donc en retard, ou en mensonge ; l'habitude, nous en avons que trop. Me Andr Miche que je croyais arriver en structuraliste à la démarche louverturienne empruntée de Manigat, vient de faillir.* Je m'insurge donc contre la forme d'amphithéâtre-*larbin* en ce lendemain de **18,** car la chronique se transmutera en celle du forcené. Prédicat homélie lendemain résonneront en diplomatie la plus rurale avec les *mors* de l'ère moderne.

Entendons-nous, ce n'est pas non plus le profileur qui déclare se vouloir être le Castro d'Haïti qui va nous épater avec une formule de gauche comme 3e voie à saveur de Hezbollah libanais à Cité Soleil, qui rappelle Jean Khoury, que l'on va élire l'élu du siècle premier d'Haïti. Je parle conséquemment de Dr Réginald Boulos qui, dit-on au NAAPH-2019, a préféré fuir quand il a su l'ancien candidat à la présidence, Garaudy Laguerre en l'occurrence, sur le même panel en partage. Ce serait la catastrophe annoncée de l'amateur habitué perdant avéré de lui-même. Dr Réginald Boulos serait mieux médecin communautaire comme avant. On l'aurait aussi aimé en prose lambine de Joe Trouillot de regrettée mémoire, c'est notre patrimoine. Mais.

C*halito Baker est fort probablement impopulaire par-devant un électorat en émotion, j'en ai fait partie autrefois contre lui. Il a perdu comme président avec tous nos préjugés ou avec toute notre raison. Premier ministre du pays est un autre chapitre plus réfléchi que le bras manipulateur improductif qui s'est avéré en Céant notaire, lequel s'est affaissé de son propre poids dans son propre piège, croyant planter les uns ou déplanter les autres, c'est selon, et sans rancune. Mais, il me semble être cet entrepreneur et industriel plus réfléchi qui sait prendre des risques calculés, un agronome qui connait la terre et qui sait produire surtout. Un entrepreneur qui sait créer des jobs et aider à les conserver. Un industriel qui bénéficie de crédits internationaux nets comme relations actives et immédiates. C'est dans ce contexte que je vois l'industriel* Charles-Henri Jean-Marie BAKER *Premier ministre transitoire implémenté*, un impératif pour la relance du pays sur les rails inédits de l'expansion durable.

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

PROPRI T VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:52 AM Page 13

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:52 AM Page 14

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:52 AM Page 15

La journée culturelle haïtienne célébrée à Jersey City

UNE OCCASION D'HONORER DES LEADERS COMMUNAUTAIRES

L'événement totalement appuyé par le maire Steven Fulop

Suite de la page 9

quartiers défavorisés de cette ville, a exposé les problèmes auxquels sa catégorie sociale est confrontée. Elle souhaite bénéficier d'un appui certain auprès de la municipalité, mais également, tout au moins, la solidarité de la part de ses compatriotes.

De g. à d. l'ex-maire Joseph K. Champagne,, Dr Monalisa Ferrari et l'ambassadeur Raymond A. Joseph.

Après ont suivi, tour à tour, un exposé sur Haïti après le séisme du 12 janvier 2010, par le Dr Desrosiers, puis des prestations artistiques offertes par E-Eunique (« 200 Years ») et Lisa G. François.

L'intervenant principal, l'ex-maire de South Toms River, le clou de la soirée

La soirée consacrée à la célébration du jour de la culture haïtienne serait incomplète, sans l'intervention de l'avocat Joseph Makandal Champagne, ex-maire de South Toms River. Les salves d'applaudissements qui ont entrecoupé son discours en sont le témoignage.

En effet, M. Champagne a planché sa causerie de circonstance sur la situation actuelle d'Haïti, son pays natal, dont il a critiqué sans complaisance la gestion des dirigeants. Les condamnations appropriées qu'il a lancées ont tenu l'assistance au bout de leurs sièges. D'une phrase à l'autre de sa causerie, l'ancien maire de South Toms River recueillait des ovations. Il l'a commencée par lancer une perle de vérité historique, très peu connue du grand public, en révélant que l'État de New Jersey a proclamé l'abolition de l'esclavage l'année même où Jean-Jacques Dessalines déclara l'émancipation des Nègres de Saint Domingue, suite à la victoire des esclaves noirs sur l'Armée française.

Mais, dit Me Champagne, ceux qui ont hérité de cette indépendance n'ont pas su gérer sagement ce legs, ni développer la nation et susciter la prospérité des citoyens. Pour lui, l'histoire d'Haïti est dominée par la mal gouvernance des dirigeants. Mais, dit-il, « *la situation n'a jamais été aussi mauvaise* ». D'après son constat de ce qui se passe sur le terrain, le peuple est insatisfait « *à 100 pour cent* ». Aussi a-t-il avancé l'avertissement suivant : « *100 pour cent d'insatisfaction engendre la révolution* ».

Joseph Makandal Champagne déplore « *le désespoir* » qui caractérise le peuple haïtien. Mais la population reste déterminée, a-t-il ajouté, à améliorer sa condition face à l'oppression ambiante, restant solidement attachée à la devise de nos aïeux, « *la liberté ou la mort* ». Voilà, argue-t-il, la formule nécessaire pour survivre dans un pays où ne prévaut rien que l'injustice.

Me Joseph Makandal Champagne, en plein dans son discours.

Parlant de son pays en connaissance de cause, Me. Champagne soutient « *Une nouvelle Haïti doit émerger (...) Cette nouvelle Haïti ne sera possible qu'à la faveur de l'apparition d'une nouvelle nation* ».

Présentation des personnes à l'honneur

À cette phase de la cérémonie, les personnes à l'honneur sont, tour à tour, invités à la tribune. D'abord, s'est produit Raymond A. Joseph (Ray), ex-ambassadeur et ministre plénipotentiaire d'Haïti à Washington. La mention décernée à M. Joseph fait état de ses réalisations, notamment, diplomate, en poste comme Chargé d'Affaires d'Haïti à Washington (1944-1996) avant d'être élevé au rang d'ambassadeur d'Haïti à ce même poste, 2015 à 2110.

Après avoir reçu la citation, l'ex-diplomate a exprimé sa gratitude envers la municipalité de Jersey City, sans négliger d'attirer l'attention sur le rôle joué par Haïti, principalement dans l'hémisphère occidental, auprès des États-Unis d'Amérique, et même des pays européens, dans le cadre de leurs luttes pour l'indépendance. Grâce à la victoire de Vertières, a-t-il signalé, les dirigeants haïtiens ont aidé à libérer les pays latino-américains des griffes des colonies européennes; et les États-Unis de l'emprise de la couronne d'Angleterre.

Puis c'était le tour de Dr Monalisa Ferrari, détentrice d'un doctorat en leadership en éducation et administration, présentement au service du New York City Department of Education.

Prenant la parole, à son tour, Mme Ferrari s'est félicitée de n'avoir jamais raté l'occasion de servir la communauté. Tout en adressant ses remerciements aux dirigeants municipaux de Jersey City, elle dit être restée attachée à l'idée de « *servir* » en toutes circonstances.

La troisième personne appelée était Marie Francesca Day, ancien membre de la Commission électorale du Comté de Hudson.

Diplômée en nursing, elle a milité dans le domaine médical durant plus de trente ans, ayant servi en tant que membre de la Commission électorale du Comté de Hudon pour une période de huit ans. Elle est présentement pasteure associée à l'église Mission House of Grace de Jersey City,

À la fin de la fête, les assistants ont été invités à passer à la rotonde où a été servi un déjeuner servi par ELBECTRICO, courtoisie de Léon K. Baptiste.

La célébration du jour culturel d'Haïti a été un événement au cours duquel la culture haïtienne a été mise en valeur par la municipalité de Jersey City. À cette occasion, le maire Fulop a déployé les grands moyens, de la de la fête à l'exécution des rôles.

Le Dr Rosie Payoute annonçant le commmencement de la fête.

Les ressources de l'Hôtel de Ville ont été exploitées à fonds, surtout celles ayant permis de profiter habilement de la documentation historique nécessaire pour une exposition savante des origines de l'État haïtien.

Elda Pinchinat, coordonnatrice de l'événement, s'est félicitée de la pleine réussite de ce projet et dit ne pas vouloir rater l'occasion de remercier le maire Steven Fulop pour la totale collaboration qu'il a donnée à cet effort.

Le Comité directeur du Haiti Cultural Day Program est ainsi composé : Léon K. Baptiste, Patrick Saint-Hilaire, Gregory Jean, Exileine Samedi, P. Toussaint, Marie Samedi, l'ex-maire Joseph M. Champagne, Dr Georges Bouchereau, Vanessa Bouchereau, Euneek Kébreau, Natacha Charlemagne et Virginie Pierre-Paul.

Les personnes honorées, le Comité directeur de l'organisation et quelques invités.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 27 novembre - 4 décembre, 2019:HO 11/26/19 3:52 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Dans le dossier de mise en accusation — « impeachment » — du président Trump, une nouvelle étape le 4 décembre

Le président Donald Trump devra décider, d'ici dimanche (1er décembre), s'il compte participer à une session du Comité judiciaire de la Chambre basse qui, le 4 décembre (mercredi), prendra en main l'investigation sur ce qui s'est passé dans le dossier Ukraine, savoir ce qui avait transpiré lors de la conversation téléphonique, en juillet dernier, avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky.

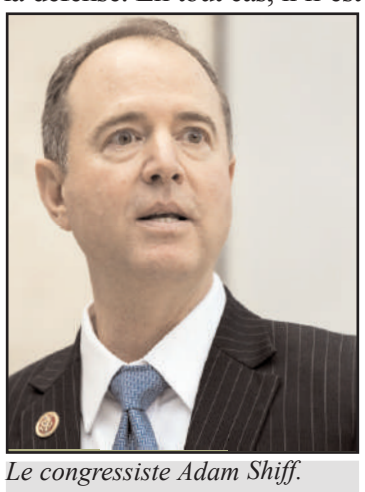
Comme on le sait, le président américain avait requis de son homologue ukrainien d'entreprendre une enquête sur les Biden, le candidat démocrate à la présidence Joseph «*Joe* » Biden et son fils Hunter, qui fut membre du comité de gestion d'une firme ukrainienne évoluant dans le domaine énergétique.

Il ressort qu'aucun scandale n'existait vraiment, mais que le président Trump s'adresse au président d'un autre pays pour demander d'enquêter sur un rival potentiel, aux prochaines élections, constituet un acte antipatriotique. De retenir les fonds approuvés par le Congrès américain pour l'Ukraine, jusqu'à ce qu'il obtienne la faveur demandée, le président donnait dans le chantage. Ce qui nous a conduit aux investigations qui pourraient prouver ce qu'il faut pour une mise en accusation officielle à la Chambre basse, majoritairement démocrate. On doute, toutefois, que le Sénat, à majorité républicaine, puisse passer au jugement et la condamnation de son président.

C'est dans ce contexte que le président du Comité judiciaire, Jerry Naddler, démocrate de New York, a fait l'annonce, hier mardi, 26 novembre, disant qu'il a notifié le président Trump que sa réponse est attendue le 1er décembre, au plus tard, par rapport à la décision qu'il aurait prise, notamment, si lui ou son équipe entendent participer à ce nouveau tournant de l'enquête qui, jusqu'à présent, se déroulait sous la houlette d'Adam Schiff, président du Comité Intelligence de la Chambre basse.

En effet, le président Trump n'a pas caché son amertume et son dédain concernant le congressiste Schiff, démocrate de la Californie qu'il surnomme «*Shifty Schiff*», un jeu de mots indiquant qu'il n'est pas sincère, voire même louche. Quelle sera l'attitude du président vis-à-vis de Naddler qui, avant même d'entreprendre son enquête, a fait un geste de courtoisie en lui offrant la chance de poser des questions aux témoins appelés à comparaître devant le Comité.

C'est une décision à double tranchant. Car, en acceptant de participer aux sessions d'interrogations, le président et son équipe avalisent le bienfondé de la démarche des démocrates qui entendent l'inculper. Toutefois, en refusant l'offre de Naddler, il ne pourra pas reprocher aux démocrates d'entreprendre une chasse aux sorcières, le privant de son droit à la défense. En tout cas, il n'est



Le congressiste Adam Shiff.

que d'attendre. D'ici la prochaine édition, tout aura été résolu.

Entre-temps, Adam Schiff annonce que durant les vacances du *Thanksgiving* (Fête d'actions de grâce), à débuter dès demain (jeudi, 28 novembre), son équipe s'attèlera à préparer un rapport concernant le travail accompli depuis fin septembre jusqu'à date. Ceux qui ont eu l'avantage de suivre des séances sur le vif savent que le président Trump se trouve dans de beaux draps. Mais le magot n'est pas encore dans le sac.

Ainsi, beaucoup d'analystes pensent que John Robert Bolton, ancien chef de l'agence *National Security Council,* qui s'était bouillé avec le président jusqu'à être congédié de son poste, le 10 septembre dernier, aura le dernier mot. À souligner que récemment, quand il avait fini par récupérer son compte *Twitter,* que la Maison-Blanche avait fait bloquer depuis son départ, il devait contredire le président en disant qu'il n'a pas été mis à la porte, mais qu'il avait démissionné. N'ayant accepté, jusqu'ici, de comparaître par devant le Comité Intelligence, sera-t-il d'accord pour faire des révélations au Comité judiciaire ? Dans son dernier *tweet,* il laisse tous sur leur faim, en terminant par « *Stay tuned !* » (Soyez à l'attente.)

***Le dossier électricité, surtout en ce qui a trait à Sogener et l'équipe Vorbe, fait la une. Mais tout d'un coup, le sénateur de l'Ouest, Antonio Cheramy, dit Don Kato, fait une révélation spectaculaire.** Une nouvelle compagnie d'électricité est créée aux noms de Martine Moïse, la première dame de la République et de Sheriff Abdallah, membre du **«Système** » qu'accable le président Moïse. Mais Abdallah est aussi un fervent supporteur du président qui, selon lui, doit « *jouir de son mandat de cinq ans* ».

Ainsi l'on comprend l'acharnement du président Jovenel Moïse à se défaire de Sogener et de ses associés qui, selon le président, doivent atterrir en prison. Dans l'éditorial de la semaine — voir pages 10 et 11 — l'éditeur prévoyait déjà que M. Moïse avait un plan visant à remplacer Sogener par l'un des membres du **« Système** » qui serait en mesure de le soudoyer. Mais il est allé beaucoup plus loin que ça. Utilisant Martine comme prête-nom, il s'accapare du secteur énergie, comptant, sans doute, accomplir une promesse de campagne :« *Du courant électrique 24 heures, sept jours la semaine dans 24 mois* ». On le lui pardonnera s'il prend quelques mois de plus pour réaliser son rêve, coûte que coûte.

Entre-temps, Camille Leblanc a annoncé la couleur en accusant le commissaire du gouvernement, Me. Jacques Lafontant, de faire le sale boulot de Jovenel Moïse en foulant au pied les lois du pays et en faisant fi de la « *Convention interaméricaine* », convention signée et entérinée par Haïti avant d'être publiée dans *Le Moniteur.* Tout laisse entrevoir que le « dossier électricité» est en passe de dépasser Moïse.

***Mauvais augure, dit-on, quand la mère de Martine Moïse, Hermantine, est passée de vie à trépas hier. Mambo de son état, elle aurait rassuré son gendre, Monsieur le Président, que de son vivant rien ne lui arriverait.** Or, voilà que tombée malade à Port-de-Paix, on avait envoyé un hélicoptère hier (mardi, 26 novembre) pour la transporter à l'hôpital Bernard Mevs, à Port-au-Prince, de toute urgence. Malheureusement, arrivée à l'hôpital, elle avait déjà rendu l'âme. Et le président Moïse, dit-on, est dans tous ses états.

Pierre Quiroule II, 27 novembre 2019

DÉCÈS DE LA BELLE-MÈRE DU PRÉSIDENT D'HAÏTI

La mère de Martine Moïse décédée, Jovenel Moïse inquiet...

Suite de la page

très laborieux, voire même impossible. Il faut simplement souhaiter qu'il n'y ait eu d'interférence dans les relations entre mère et fille.

Assurément Jovenel Moïse et sa femme savent quel type de relations ils avaient avec leur mère. Si le pacte par lequel Hermanante assurait la vie à son beau-fils exclusivement, durant le temps de sa vie, est transférable à Martine, son beau-fils a alors la possibilité de renégocier le contrat. Il faut croire à l'existence d'un pacte entraînant la garantie d'un gage. Dans ce cas, il faut bien tenir compte des conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer le même processus à rebours.

Tout compte fait, un sort a été, à coup sûr, lancé sur Jovenel Moïse, qui peut ne pas pouvoir le conjurer. On saura si, mambo elle-même, Martine est dotée de possibilités de protéger son mari contre le sort originel que sa mère avait lancé sur sa chère moitié, qui allait le rendre « *totalement vulnérable* » avec la disparition d'Hermanante.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA